Initiatives ministérielles

ment, sachant très bien que lui accorder le statut de banque était tout à fait contraire à la réglementation et à l'esprit de la Loi sur les banques, s'est rendu à la requête d'American Express, peut-être parce qu'il lui devait une faveur. Le ministre a signé les documents en disant: «D'accord, vous êtes très bien, vous pouvez être une banque.» Il faut que la Loi sur les banques empêche tout à fait que ce genre de chose ne se reproduise.

Nous devons nous assurer que, si un ministre se voit accorder l'autorité réglementaire et discrétionnaire, il n'en abusera pas pour satisfaire aux revendications de quelque groupe d'intérêt particulier.

Honnêtement, je ne suis pas si sûr que le projet de loi soit assez explicite pour empêcher que cela se produise. C'est bien la dernière chose dont nous ayons besoin au pays, des lois régissant l'infrastructure de nos institutions financières au sein de notre marché qui puissent être manipulées aisément par ceux qui n'en comprennent pas toute la portée et qui pourraient exploiter certains articles un peu vagues pour des motifs politiques.

J'ai encore quelques points à formuler sur ces projets de loi et ils ont trait aux institutions financières en général. Nous venons de traverser une période où les faillites ont atteint un nombre record à travers le Canada. C'est vraiment un record.

Les derniers chiffres publiés disaient qu'on avait déjà atteint 50 000 faillites au cours de l'année. Il faut faire bien attention de ne pas considérer chaque nouvelle faillite comme une simple statistique, parce que chacune d'elles cache un visage. Ces visages ont bien souvent une famille, et ces familles ont des rêves.

Chaque fois qu'une petite entreprise ferme ses portes ou qu'une personne doit déclarer faillite personnelle, la réalité ne se limite pas à la paperasse. Dans bien des cas, c'est une vie, des aspirations et un avenir qui tombent à l'eau. Qu'on pense au petit commerce tenu par un couple, le dépanneur du coin, qui s'est vu retirer sa marge de crédit par la banque parce que les ventes ont baissé en raison de la récession créée par le gouvernement. La banque s'inquiète et retire la marge de crédit. Ce n'est pas juste un peu d'argent. Ces personnes peuvent avoir 55 ou 58 ans et avoir investi les économies de toute leur vie dans cette petite entreprise.

Ils sont nombreux. Ils ne travaillent pas seulement dans leur magasin, mais aussi probablement pour les Kiwanis ou les Kinsmen ou peut-être pour les scouts ou

les guides. Ils apportent leur contribution à leur collectivité.

Quand cela arrive, on a détruit la capacité d'une personne à participer pleinement à sa collectivité. On l'a détruite, et elle ne peut pas tout recommencer à 50 ou 55 ans. Nombreux sont ceux qui ne peuvent pas le faire à 20 ou 25 ans.

Quand on nous présente ces projets de loi de réforme financière, il faut se demander s'ils résolvent ce problème, si les banques ne coupent pas quelquefois le crédit un peu trop rapidement. Est-ce qu'elles oublient quelquefois que, certes, on a peut-être eu six mois difficiles, mais qu'on a eu aussi 22 ans de bonne gestion?

• (1640)

Aussi, je suis pleinement partisan de tous les amendements ou de tous les projets de loi dont nous sommes saisis qui obligent ces institutions financières à être plus concurrentielles et plus compatissantes également. La concurrence est une chose merveilleuse. Je me rappelle il y a quelques années en Nouvelle-Écosse quand la déréglementation a supprimé le monopole de Bell Telephone ou de MT & T et a permis à d'autres sociétés de vendre et de louer à bail du matériel téléphonique. Maritime Tel & T en Nouvelle-Écosse est une société formidable très consciente de ses responsabilités sociales. Mais dès qu'on a autorisé la concurrence, la société Maritime Tel & Tel a dû se donner du mal et elle a dû améliorer ce qu'elle faisait, à savoir fournir un service au public. Et ce sont les conséquences de la concurrence.

Aussi le consommateur devrait être avantagé par les mesures législatives dont nous sommes saisis actuellement.

Nous devons nous en assurer, parce que chaque fois qu'on touche aux institutions financières de notre pays, il faut être bien sûr qu'un des petits changements que l'on veut apporter ne risque pas d'avoir des conséquences absolument désastreuses—une fois appliqués et une fois entre les mains des avocats, des comptables et des banquiers.

Une des choses dont notre parti voudrait, et je crois que la Loi sur les banques stipule qu'elle soit examinée en 1997, c'est que cette date soit un peu plus rapprochée. Nous voudrions un genre de consultation permanente ainsi qu'une évaluation permanente pour savoir si les réformes que nous voulons mettre en oeuvre grâce à ce projet de loi sont vraiment avantageuses pour la collectivité.